

Pandora papers : de l'argent il y en a !

Pendant que les gouvernements adoptent timidement le principe d'une taxation minimale des bénéficiaires des firmes multinationales quel que soit l'endroit sur la planète, la réalité des turpitudes de la finance mondiale éclate une nouvelle fois au grand jour. La théorie du ruisellement est bien une sinistre blague. Lux Leaks, Panama papers, Paradise papers.... la liste est longue des révélations des dégâts de la finance pour les Etats de la planète.

Dans ces nouveaux « Pandora papers », ce sont sans surprise toujours les mêmes cupides que l'on retrouve à la tête des montages financiers les plus opaques mais pas les moins lucratifs : rois des oligarchies pétrolières, premiers ministres africains, Tony Blair, de prestigieux cabinets d'avocats dont Baker McKenzie dirigé un temps par Christine Lagarde... Et loin de l'exotisme des îles Vierges ou Caïman, les paradis fiscaux se nichent au cœur des états occidentaux comme les Etats Unis avec les systèmes fiscaux très complaisants mis en place par des états comme le Dakota du Sud ou encore le Delaware.

Depuis que les flux financiers ont été libéralisés dans les années 80, l'évasion fiscale est devenue le sport favori de la finance internationale. 10 000 milliards d'euros ont échappé à l'impôt et demeurent toujours logés selon l'OCDE dans les paradis fiscaux dont 427 milliards rien qu'en 2020. S'ils y étaient soumis, cela permettrait entre autres d'éradiquer la faim dans le monde, l'analphabétisme, de financer les besoins sociaux les plus essentiels comme l'accès à l'eau, à la santé, au logement ou encore à l'énergie. Et permettrait sans doute de relever les défis environnementaux qui nous attendent si l'on veut limiter la catastrophe humaine vers laquelle les capitalistes nous entraînent. Cet argent est vital pour la planète et ses populations. Et il existe bel et bien et il est même parmi nous ! Et nul doute que les Etats, aux mains de celles et ceux qui justement les fraudent impunément, ne seront guère incités à leur faire la chasse : ainsi les ministres des Finances de l'Union européenne ont retiré, le 5 octobre, Anguilla, La Dominique et Les Seychelles de la liste noire des paradis fiscaux. Seuls neuf pays restent sur cette liste !

C'est donc à nous de les contraindre à aller chercher l'argent ! Il est crucial de mettre à bas un système nuisible à toutes et tous et d'obliger l'oligarchie et les classes fortunées à rendre l'argent.

Avec d'autres organisations du mouvement social, l'union syndicale Solidaires construit le rapport de force au travers notamment du collectif Plus Jamais Ça et son plan de rupture. C'est dans les entreprises et les administrations, en premier lieu les firmes multinationales mais pas uniquement, que le rapport de force doit se mettre en place.

Pour que ces nouveaux Papers ne soient pas un nouveau coup de semonce sans conséquence, c'est à notre classe d'agir massivement pour les empêcher de nuire par le blocage de l'économie à deux niveaux : la grève comme outil de blocage de la production pour les salarié-es et la lutte contre le productivisme et l'extractivisme au travers de la surconsommation qu'il promeut (actions, boycott...).